

Motion : Favoriser la révélation des faits répréhensibles, mieux protéger les lanceurs d'alertes (*whistleblowers*)

Plusieurs événements récents ont montré l'importance des lanceurs d'alerte (ou dénonciateurs, en anglais : *whistleblowers*). Sans informations données par des personnes à l'interne, des faits répréhensibles commis au sein d'administrations publiques ou d'entités parapubliques n'auraient pas pu être découverts.

Cependant, les lanceurs d'alertes sont très mal protégés. En effet, ils risquent souvent des représailles, pouvant aller jusqu'au licenciement, en passant par la « mise au placard » ou le harcèlement psychologique, car on leur reproche d'avoir violé leur devoir de fidélité envers leur employeur. Or, en « lançant l'alerte », ils ont au contraire voulu faire preuve de loyauté. En outre, durant la procédure permettant d'établir qu'ils ont bel et bien rendu service à leur employeur en dénonçant un fait répréhensible, ils sont souvent injustement mis au ban de leur profession et peinent à retrouver un emploi.

Toutefois, une amélioration de la protection des lanceurs d'alertes ne va pas sans quelques règles pour éviter les dénonciations abusives. Ainsi, il faut veiller à ce que des possibilités de dénoncer irrégularités et faits répréhensibles existent à l'interne, pour éviter que l'opinion publique ne soit immédiatement alertée. Il convient aussi d'éviter les dénonciations qui ne sont pas faites de bonne foi, ou, pis, dans l'intention de nuire. De nombreuses entreprises publiques et privées ont ainsi créé des instances internes indépendantes auxquelles les dénonciateurs peuvent s'adresser en toute confidentialité, avec l'assurance que les dénonciations seront traitées sérieusement.

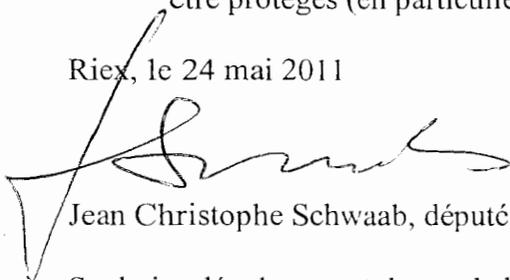
L'Etat de Vaud ne dispose pas de telle instance, par plus que d'une disposition protégeant les dénonciateurs de bonne foi. Or, l'administration cantonale a intérêt à ce que les éventuels faits répréhensibles qui pourraient être commis par ses agents soient rapidement découverts.

L'administration fédérale a fait ce pas depuis peu et s'est doté d'une disposition protégeant les lanceurs d'alerte : l'art. 22a LPers, en vigueur depuis le 1^{er} janvier de cette année. Le canton de St. Gall a fait de même en adoptant l'art. 62 de la nouvelle loi cantonale sur le personnel (*Personalgesetz* du 1^{er} décembre 2010, pas encore entré en vigueur). Le canton de Zürich envisage lui aussi d'introduire une telle disposition pour l'administration cantonale et communale, comme le lui a recommandé un audit du Prof. G. Müller¹ suite à un cas de corruption au sein de la caisse de pension cantonale.

Par la présente motion, nous avons donc l'honneur de demander au Conseil d'Etat de prévoir

1. une instance indépendante permettant la dénonciation interne de faits répréhensibles découverts par le personnel de l'administration cantonale ;
2. une disposition protégeant efficacement les lanceurs d'alertes dans l'administration cantonale. Cette disposition définira en outre à quelles conditions ces derniers peuvent être protégés (en particulier : bonne foi, dénonciation d'abord à l'interne).

Riez, le 24 mai 2011



Jean Christophe Schwaab, député

11-1107-134



Grand Conseil - Secrétariat générale
Pl. du Château 6 - 1014 Lausanne

Déposé le 24.05.11

Scanné le _____

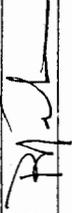
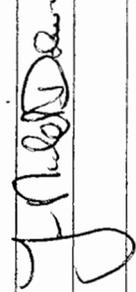
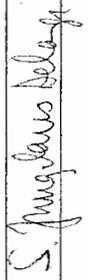
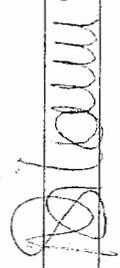
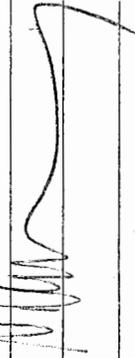
Souhaite développer et demande le renvoi en commission

¹ Georg Müller, *Bericht über die Administrativuntersuchung betreffend Organisation (Strukturen, Abläufe) der Beamtenversicherungskasse des Kantons Zürich*, 20.12.2010

Liste des députés signataires – état au 3 mai 2011

Abbet Raphaël	Cachin Jean-François	Devaud Grégory
Aebi Jean-Robert	Calpini Christa <i>Calpini</i>	Dind Claudine <i>Dind</i>
Aellen Catherine <i>C. Aellen</i>	Capt Gloria	Dolivo Jean-Michel
Amarelle Cesla	Chapalay Albert	Ducommun Philippe
Amstein Claudine	Chappuis Laurent	Dufour Claude-Eric
Ansermet Jacques <i>J. Ansermet</i>	Chatelain André <i>Chatelain</i>	Durussel José
Apothéloz Stéphanie <i>S. Apothéloz</i>	Chevalley Christine	Duvoisin Ginette <i>Duvoisin</i>
Attinger Doepper Claire <i>C. Attinger</i>	Chevalley Edna	Epars Olivier <i>Epars</i>
Aubert Mireille	Chevalley Isabelle	Favez Jean-Michel <i>Favez</i>
Baehler Bech Anne	Cherix François <i>Cherix</i>	Favrod Pierre-Alain
Ballif Laurent	Chollet Jean-Luc	Feller Olivier
Bally Alexis <i>Bally</i>	Chollet Jean-Marc	Ferrari Yves
Bavaud Sandrine	Christen Jérôme	Flora-Guttmann Martine <i>Flora-Guttmann</i>
Bernhard Maximilien	Clot Bertrand	Freymond Cantone Fabienne <i>Freymond</i>
Berseth Verena <i>Berseth</i>	Cornamusaz Philippe	Gaille Pierre-André <i>Gaille</i>
Bolay Guy-Philippe	Cornaz-Rovelli Valérie <i>Cornaz-Rovelli</i>	Gay Vallotton Michèle <i>Gay</i>
Bonjour Eric	Courdesse Régis	Girardet Lucas
Bonny Dominique-Richard	De Icco Fabrice <i>De Icco</i>	Giardon Julien
Borel Bernard <i>Borel</i>	Debluë François	Glutz Félix
Borloz Frédéric	Décosterd Anne	Golaz Florence <i>Golaz</i>
Bory Marc-André	Delay Elisabeth	Golaz Olivier
Bottlang-Pittet Jaqueline	Depoisier Anne-Marie	Gorrite Nuria
Brélaz François	Deriaz Philippe <i>Deriaz</i>	Grandjean Pierre
Buffat Marc-Olivier	Desmeules Michel	Grobéty Philippe
Buffat Michaël	Despot Fabienne	Grognuz Frédéric

Liste des députés signataires – état au 3 mai 2011

Guignard Jean	Métraux Béatrice 	Rithener Christiane 
Guignard Pierre	Meyer Roxanne	Rochat Nicolas
Haenni Frédéric	Miéville Michel	Rostan Jacqueline
Haldy Jacques	Modoux Philippe	Roulet Catherine
Haurly Jacques-André	Monod Alain	Ruey-Ray Elisabeth
Hurni Véronique	Montangero Stéphane	Saugy Roger
Jaquet-Berger Christiane 	Mossi Michele	Schwaab Jean Christophe 
Jaquier Rémy	Mouquin Michel	Schwaar Valérie
Jobin Philippe	Nicolet Jacques	Schwab Claude
Junglaus Delarze Suzanne 	Pache Rémy	Silauri Alessandra 
Junod Grégoire	Papilloud Anne	Sonnay Eric
Kappeler Hans Rudolf	Payot François	Sordet Jean-Marc
Kernen Olivier	Pernoud Pierre-André	Surer Jean-Marie
Labouchère Catherine	Perrin Jacques	Truffer Jean-Jacques
Mahaim Raphaël	Pertusio Mario-Charles	Uffer Filip 
Maillefer Denis-Olivier	Pidoux Jean-Yves	Venezelos Vassilis
Mange Daniel	Pidoux Pierre-André	Villa Sylvie
Manzini Pascale	Poncet Gabriel	Volet Pierre
Marendaz André	Randin Philippe 	Vuillemin Philippe
Martinet Philippe	Rapaz Pierre-Yves	Walther Eric
Mattenberger Nicolas 	Rau Michel	Weber-Jobé Monique 
Mayor Olivier	Reichen Gil	Wehrli Laurent
Maystre Tinetta	Renaud Michel	Wyssa Claudine
Melly Serge	Rey-Marion Ailette	Yersin Jean-Robert 
Mercier Pierre-Alain	Reymond Philippe	Zwahlen Pierre 